

Eté 2021:



finances Solidaires

”L’envie d’éclairer nos horizons !...”

L’été hésite, la sortie de la crise sanitaire est encore incertaine et balbutiante - du moins sur le continent européen quand elle conserve assurément un caractère de gravité éprouvante dans le reste du monde. L’envie est là, dans les têtes, de tourner la page de ces seize derniers mois. La période estivale des vacances scolaires s’est ouverte sur une note d’espoir dont chacune et chacun espérait que le delta du dernier variant ne viendrait pas les gâcher prématurément. L’envie qui domine est celle de recouvrer ce qui fait, à travers les liens sociaux de notre vie quotidienne, toute notre humanité.

Nous voulons respirer !

Cette envie ne doit pas s’arrêter à la porte de notre espace privé. L’épreuve s’annonce effectivement rude au delà des préoccupations attachées plus particulièrement à la crise sanitaire.

Si le variant Delta empêche finalement de pleinement profiter d’une nécessaire pause estivale dont chacune et chacun ressent le besoin, le président de la République - en allié certain de la météo - a clairement décidé ce lundi 12 juillet de nous la pourrir avec l’annonce de la mise en œuvre au 1er octobre de la réforme de l’allocation chômage - alors que les plans de licenciement prospèrent déjà - et la relance de la réforme des retraites même si son calendrier est moins précis.

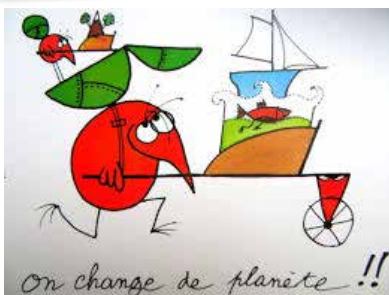
Il va nous falloir de l’envie, et une bonne dose de gnaque collective, pour ne pas nous laisser aspirer par la spirale de destruction de nos droits et biens communs qui n’a rien à voir avec le coronavirus.

Nos emplois sont des variables d’ajustement pour les boursicoteurs du CAC 40. La pandémie n’a rien changé à cette réalité. L’augmentation constante de la rente de leur capital préoccupe bien plus les rapaces de la finance que la préservation des activités de production de biens et services et leurs emplois que sont pourtant censées secourir les mesures gouvernementales de soutien à l’économie et autre plan de relance (baisses d’impôts de production, augmentation des subventions à l’innovation et des aides à l’investissement dont le gouvernement s’apprête à nous demander de payer la facture comme si le coronavirus ne nous gâchait pas assez la vie).

La généreuse distribution de bénéfices aux actionnaires de grands groupes industriels et financiers n’empêchent pas la multiplication des plans de licenciements dans le privé et s’accompagnent des suppressions d’emplois dans le secteur public, pour mieux le déstabiliser quand il pourrait être l’empêcheur au nom de l’intérêt général d’accumuler les profits sans contrôle ni rendre compte.

Nous le savons que trop dans nos administrations du ministère dit de l’Économie, des Finances et de la Relance.

Nous ne sommes pas des fétus de paille au gré des vents !



Il faudra pour les mêmes raisons obtenir que les aides publiques soient conditionnées socialement et écologiquement, en plus d’être contrôlées. Le droit à l’emploi doit s’accompagner d’une réduction du temps de travail, dont la mise en œuvre ne déroge pas à la règle commune qui doit profiter à tou.te.s, sans flexibilisation ni perte sur le bulletin de paie. Les salaires, les cotisations et prestations sociales, l’impôt doivent être les vecteurs de la redistribution de la richesse. Ce sont des combats communs à tou.te.s les salarié.e.s et qui nécessitent des règles et les moyens et outils d’un contrôle public.

Les intérêts de l'Entreprise et de ses actionnaires ne doivent pas prévaloir sur l'intérêt général. Il faut, mettre fin à la logique capitaliste de ces quelques intérêts particuliers qui ne pensent que flux tendus, refusent les lits temporairement inoccupés dans les hôpitaux, les stocks de masques... parce qu'une telle gestion qui vise l'intérêt général coûte aux yeux de ces actionnaires qui attendent un rendement immédiat, quoi qu'il nous en coûte, quoi qu'il en coûte à notre collectivité humaine.

Il faut, face aux enjeux pour notre santé, nous battre pour la socialisation de l'industrie pharmaceutique et dans un premier temps pour la levée des brevets sur les vaccins et autres traitements contre la Covid-19, pour en finir définitivement avec la pandémie.

Ce n'est pas l'affaire des seuls personnels soignants soudain offerts en pâture sur l'autel d'une insuffisante vaccination, alors qu'elles et ils se dépensent pour soigner les victimes du virus dans des conditions rendues déplorables par les pouvoirs publics !

Tout un chacun dans le monde doit pouvoir accéder à la vaccination ou au traitement à venir sans que la recherche du profit maximal de l'industrie pharmaceutique s'y oppose.

Au-delà des seules questions de santé, l'extension des biens communs et services publics pour toutes et tous doit prévaloir sur la logique capitaliste du profit pour quelques actionnaires. Les droits fondamentaux doivent être garantis par un contrôle au profit de toutes et tous.

Nous voulons du soleil, nous allons le chercher !



Tout cela, nous l'avons bien à l'esprit en tant qu'agent.e.s des Finances à l'heure où nous allons légitimement essayer nous aussi de prendre un peu de distance avec le quotidien de ces derniers mois. Nous avons également à l'esprit les saccages subis dans nos administrations et leurs missions de service public, sans doute parce qu'elles ont vocation à se trouver au cœur de la redistribution de la richesse et du contrôle de l'entreprise.

Nous savons que numérisation rime avec déshumanisation et éloignement de l'utilisateur qui finit par s'interroger sur notre effet sur son réel quand il n'en craint pas les dommages.

Nous ne méconnaissions pas que le télétravail, développé dans la précipitation pour nous éviter de nous confronter quotidiennement au virus, mine déjà les collectifs de travail, n'évite pas la pression managériale et prolonge le cauchemar d'une e-administration qui ne sera même plus service public. Déjà les incertitudes de nos avenir professionnels, de la gestion de leurs parcours avec la fin des CAP, des CHSCT rejoignent celles des salarié.e.s du privé avec les lois « Travail », si mal nommées. La remise en cause de l'action sociale ministérielle confirme l'absence d'appétence de ce gouvernement pour les enjeux sociaux. L'empathie n'appartient définitivement pas à son référentiel dogmatiquement au profit de la Finance.

Et si nous prenions la barre pour contrôler les vents ?!!

Alors, oui, nous avons conscience que cette réalité nous attend à notre retour. Nous avons besoin de nous aérer l'esprit, ce sera le cas échéant sans partir en vacances.

Mais nous avons un indéniable besoin de prendre de la distance et du recul sur une expérience traumatisante qui nous interroge sur ce qui est essentiel à chacun.e d'entre nous, là où nous travaillons, là où nous vivons, mais également au-delà, à notre humanité.



Nous avons été confiné.e.s, isolé.e.s, séparé.es, nous ne voulons pas être divisé.e.s par un pass sanitaire, nous voulons nous retrouver mais sans renouer avec le pire antécovidien, avec le désir d'échapper au mal-être d'hier et d'aujourd'hui, avec l'envie de mieux vivre ensemble. Les congés estivaux, les vacances... ne durent qu'un temps.

Comme nous y attendons le soleil sur lequel nous n'avons pas beaucoup d'effet, l'horizon se lèvera sur nos lendemains et nous y serons cette fois pour quelque chose. Soyons en certaines et certains : demain, nous ne lâcherons rien, parce que nous n'en avons pas envie !